Les scientifiques dessinent l'avenir d'un monde plus chaud

LE MONDE | 19.03.07 | 14h32 • Mis à jour le 19.03.07 | 15h22

énuries d'eau, inondations, salinisation des sols, baisse des rendements agricoles, multiplication des incendies, déclin de la biodiversité... Les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'apprêtent à rendre publiques de nouvelles évaluations des conséquences du réchauffement climatique et à confirmer le lien entre ce phénomène et de multiples perturbations déjà constatées sur la planète. Ces données doivent faire l'objet d'un débat entre plusieurs centaines de scientifiques et les représentants de quelque 190 pays, du 2 au 5 avril à Bruxelles. Après l'approbation de la première partie du rapport d'évaluation du GIEC à Paris, le 2 février (qui avait entériné la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement), le deuxième chapitre traitera de ses conséquences et de l'adaptation au phénomène.

La dernière version de travail du résumé à l'intention des décideurs, dont *Le Monde* s'est procuré une copie - et qui peut encore faire l'objet de modifications -, actualise les connaissances accumulées depuis la publication du précédent rapport, en 2001, dont les conclusions sont renforcées et précisées.

Les experts rangent parmi les conséquences directes du réchauffement, avec un haut de degré de certitude, des phénomènes constatables aujourd'hui : instabilité des sols en montagne, fonte du permafrost, modifications de la flore et de la faune dans les régions polaires, augmentation de la température des lacs et des rivières, précocité du bourgeonnement de la végétation et des migrations des oiseaux, modifications de la répartition des algues, du poisson, du plancton, etc.

Afin de souligner que le rythme d'augmentation de la température moyenne dépendra des mesures prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les évaluations des impacts futurs sont effectuées en prenant pour références des hausses de températures, sans mention de dates. En tablant sur un réchauffement compris entre 2 °C et 4,5 °C audessus des valeurs de 1990, les scientifiques évaluent entre 1 et 3,2 milliards le nombre d'humains touchés par des pénuries d'eau (avec un degré de confiance "moyen"). Des "centaines de millions de personnes" seront menacées par la hausse du niveau des océans. Si le réchauffement atteint 4 °C, un cinquième de la population mondiale pourrait être confrontée à des inondations.

Les rendements agricoles, susceptibles d'augmenter dans un premier temps dans les régions de latitude moyenne et élevée, déclineraient partout si le réchauffement atteignait 3 °C. Au sud de la planète, les capacités d'adaptation des espèces seraient dépassées. Jusqu'à 120 millions de personnes supplémentaires seraient alors exposées à la faim. Le groupe prévoit, avec un degré de confiance "élevé", une augmentation du nombre de morts dues à la chaleur, aux sécheresses, aux inondations, aux maladies liées à l'eau, ainsi que des extinctions "massives" d'espèces, et des bouleversements "majeurs" dans le fonctionnement des écosystèmes.

Plusieurs régions du monde sont considérées comme particulièrement menacées, comme les petites îles, ou l'Arctique. L'Afrique, très exposée aux pénuries d'eau et à la perte de sols arables, est aussi jugée très vulnérable, en raison de la faiblesse de ses capacités d'adaptation. Les estuaires des fleuves asiatiques, très peuplés, font également partie des zones les plus exposées.

Si aucun frein n'est mis au réchauffement, en Asie, la fonte des glaciers de l'Himalaya entraînera des inondations, des éboulements, des perturbations dans l'alimentation en eau. Dans le sud de l'Europe, la disponibilité en eau baissera de 5 % à 35 %, avec des conséquences sur la production agricole, hydroélectrique, et la fréquence des incendies.

Elle augmentera en revanche de 10 % à 20 % dans le nord du continent, entraînant des inondations.

En Amérique du Sud, la végétation pourrait subir d'importantes perturbations (remplacement de la forêt tropicale par de la savane). Dans les régions sèches, les terres agricoles et d'élevage, salinisées, deviendraient impropres aux cultures. L'Amérique du Nord devra faire face à une concurrence forte pour l'usage de l'eau, à des vagues de chaleur, à l'augmentation des incendies.

Le document de travail relève que les mesures d'adaptation (modification de l'usage des sols, des infrastructures, protection accrue des écosystèmes) aux changements climatiques sont aujourd'hui très peu développées.

Or, même si les émissions de gaz à effet de serre diminuaient rapidement, les bénéfices ne s'en feraient sentir qu'après plusieurs décennies. De telles mesures sont donc indispensables, selon les experts du GIEC.

Gaëlle Dupont

Les Etats-Unis n'adhèrent pas au plan du G8 + 5 sur le climat

Le sommet du G8 + 5 consacré à la lutte contre le réchauffement climatique, qui s'est tenu à Potsdam (Allemagne), les 16 et 17 mars, a été marqué par l'isolement des Etats-Unis. Le principal pollueur de la planète n'a pas adhéré à deux des six points discutés en préparation du prochain sommet, prévu début juin à Heiligendamm (Allemagne). A l'exception de la délégation nord-américaine, les ministres de l'environnement des principaux pays industrialisés (G8), mais aussi de Chine, du Mexique, d'Inde, du Brésil et d'Afrique du Sud (+ 5) ont reconnu "l'irréversibilité du changement climatique actuel et la responsabilité des pays industrialisés", et estimé que ceux-ci doivent "développer des instruments financiers pour la gestion des conséquences dévastatrices dans les pays en voie de développement", a indiqué le ministre allemand de l'environnement, Sigmar Gabriel. La Chine, dont les émissions de gaz à effet de serre égaleront celles des Etats-Unis vers 2015, rejette les accusations d'immobilisme : "Je doute du droit des pays industrialisés, qui n'ont pas rempli leurs propres engagements dans la réduction du CO₂, de critiquer les autres pays", a affirmé au Bild am Sonntag le chef de la délégation chinoise.

Article paru dans l'édition du 20.03.07